



Numéro PPQ/

jeudi 1 décembre 2016

## Les grands titres:

- Haïti : Ban Ki-moon présente les excuses de l'ONU et propose un nouveau plan de lutte contre le choléra
- VIH : hausse de 60% des infections attendue chez les adolescents d'ici à 2030 si les progrès faiblissent, selon l'UNICEF
- Une personne sur trois souffre d'au moins une forme de malnutrition, selon la FAO
- Les pays arabes doivent accorder la priorité aux politiques favorisant la jeunesse, selon le PNUD
- RDC : un expert de l'ONU dénonce le musellement de l'opposition par le gouvernement
- Syrie : le nombre de personnes déplacées à Alep ne cesse d'augmenter, selon l'ONU

## Haïti : Ban Ki-moon présente les excuses de l'ONU et propose un nouveau plan de lutte contre le choléra



Le Secrétaire général Ban Ki-moon lors d'une réunion informelle de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la nouvelle approche de l'ONU pour lutter contre le choléra en Haïti. Photo ONU/Eskinder Debebe

**1 décembre** - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a présenté jeudi les excuses de l'Organisation au peuple haïtien, exprimant son profond regret pour les souffrances causées par l'épidémie de choléra, et a proposé la voie à suivre à travers un plan incluant des mesures immédiates pour enrayer cette épidémie et un soutien à long terme aux personnes touchées.

« Au nom des Nations Unies, je tiens à dire très clairement : nous nous excusons auprès du peuple haïtien. Nous n'avons tout simplement pas fait assez en ce qui concerne l'épidémie de choléra et sa propagation en Haïti. Nous sommes profondément désolés pour notre rôle », a déclaré M. Ban devant les États membres de l'ONU lors d'une réunion de l'Assemblée générale des Nations Unies au siège de l'Organisation à New York. Il a présenté son rapport sur la question intitulé 'Une nouvelle approche sur le choléra en Haïti'.

« Pour enrayer le choléra en Haïti et nous acquitter de notre responsabilité morale vis-à-vis de ceux qui ont été directement touchés, il faut que la communauté internationale s'engage pleinement et surtout que nous disposions des ressources nécessaires », a-t-il ajouté. « L'ONU devrait saisir cette occasion de mettre fin à une tragédie qui, par ailleurs, ternit notre réputation et compromet notre mission planétaire. Nous continuerons d'être critiqués tant que nous n'aurons pas porté secours à ceux qui souffrent. En bref, pour pouvoir agir, l'ONU a besoin que les États membres agissent ».

Haïti fait face à une épidémie de choléra depuis octobre 2010, environ neuf mois après avoir subi un tremblement de terre dévastateur. Cette épidémie a touché environ 788.000 personnes et a coûté la vie à plus de 9.000 d'entre elles. Des efforts nationaux et internationaux concertés, soutenus par les Nations Unies, ont entraîné une réduction de 90% du nombre de cas suspects.

Alors que le nombre de personnes touchées reste élevé et que les récentes flambées



épidémiques, en partie aggravées par l'impact de l'ouragan Matthew, montrent la vulnérabilité persistante de la population à la maladie, des responsables de l'ONU ont déclaré que le défi n'était pas insurmontable.

### ***Premier volet : réduire l'incidence du choléra***

D'un coût d'environ 400 millions de dollars au cours des deux prochaines années, le train de mesures proposé par les Nations Unies sera centré sur deux volets. Le premier consiste en un effort considérablement renforcé et mieux financé pour répondre et réduire l'incidence du choléra, tout en s'attaquant aux problèmes à court et à long terme en matière d'eau, d'assainissement et de système de santé et en améliorant l'accès aux soins et au traitement.

Cela devrait entraîner une intensification des efforts destinés à mobiliser un financement adéquat permettant d'avoir un plus grand nombre d'équipes d'intervention rapide; un renforcement de la surveillance épidémiologique; une détection, une notification et un traitement rapides des cas; une utilisation combinée des vaccinations contre le choléra et des interventions ciblées en matière d'eau et d'assainissement; un meilleur ciblage géographique; une amélioration des stratégies de communication et de changement de comportement; et un soutien accru aux services d'eau et d'assainissement à plus long terme.

"Nous souhaitons améliorer l'accès rapide aux soins et au traitement pour les personnes malades tout en nous attaquant aux problèmes à plus long terme que sont l'approvisionnement en eau, l'assainissement et le système de santé », a déclaré M. Ban.

A cet égard, le chef de l'ONU a mentionné une récente campagne de vaccination, soutenue par l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS)/Organisation mondiale de la santé (OMS), qui a atteint plus de 729.000 personnes dans les zones ravagées par l'ouragan en Haïti.

### ***Second volet : une approche communautaire***

Le second volet de la nouvelle approche consiste à élaborer un programme d'assistance matérielle et de soutien aux Haïtiens les plus directement touchés par le choléra. Cela devrait inclure la consultation des personnes et des collectivités touchées pour l'élaboration de ce programme.

"Le second volet est une expression concrète du regret de notre Organisation pour la souffrance endurée par tant d'Haïtiens. Sur cette base, nous proposons de prendre une approche communautaire qui fournirait un programme d'assistance matérielle et de soutien aux personnes les plus gravement touchées par le choléra », a déclaré M. Ban. « Ce soutien serait basé sur les priorités établies en consultation avec les communautés, les victimes et leurs familles ».

Selon le rapport du Secrétaire général, des consultations préliminaires ont été tenues à New York et en Haïti avec l'équipe de pays des Nations Unies, des experts, des groupes et réseaux de défense des droits de l'homme, des organisations non gouvernementales, les Centres de prévention et de contrôle des maladies des Etats-Unis, le gouvernement haïtien et d'autres Etats membres. De plus, des informations ont été recueillies sur les répercussions du choléra en Haïti, sur les systèmes mis en place pour enregistrer les infections et les décès, ainsi que sur les dossiers et les données disponibles pour examiner et évaluer la faisabilité des éléments potentiels de l'ensemble de mesures.

S'agissant de la question de savoir si le second volet inclurait une composante individuelle, comme le versement d'argent aux familles des victimes du choléra, le chef de l'ONU a déclaré que des consultations sur le terrain seraient nécessaires, tout en reconnaissant les difficultés.



« Il faudrait pour cela identifier les défunts et les membres de leur famille. Il faudrait également être sûr de disposer de fonds suffisants pour fixer une somme convenable à verser en cas de décès imputé au choléra », a déclaré M. Ban. « Il convient de mener des évaluations supplémentaires pour savoir s'il est possible de pallier le manque d'information concernant les morts liées au choléra, y compris s'agissant de l'identité des victimes, comment y remédier, à quel coût et quelles seraient les difficultés à surmonter. Quelle que soit la forme finale de l'ensemble de mesures adoptées, nous buterons encore et toujours sur un obstacle familier : le manque de fonds ».

### *Un financement nécessaire*

La question du financement du programme de mesures est revenue tout au long du discours du Secrétaire général.

« Je comprends le sentiment d'accablement qui vous assaille face à la liste apparemment interminable des besoins humanitaires urgents auxquels il faut subvenir dans le monde entier. En Haïti, l'ouragan a ajouté encore aux souffrances et naturellement conduit à réaffecter des ressources initialement destinées à d'autres usages », a dit M. Ban aux Etats membres.

« Toutefois, je tiens à souligner que, par rapport aux montants nécessaires pour répondre aux besoins humanitaires et aux besoins de développement mondiaux, des sommes modestes suffiront pour éliminer le choléra en Haïti. Il s'agit d'une mission réaliste, que nous pouvons accomplir. Le choléra est une maladie qui peut être soignée et évitée. Nous pouvons le maîtriser et l'éliminer. Le seul obstacle est l'insuffisance de ressources et de moyens d'action », a-t-il ajouté.

Selon le rapport du Secrétaire général, le financement est un aspect essentiel de ce volet. Au cours des six dernières années, la réponse immédiate et les efforts à plus long terme ont été sérieusement entravés par des pénuries de financement qui ont rendu impossible le traitement ou l'élimination complète de ce qui est généralement une maladie traitable et évitable.

Dans son intervention, le Secrétaire général a également souligné que la réponse à l'épidémie constituerait un « test important » pour la communauté internationale - un test de son engagement envers les plus vulnérables, de ses relations de longue date avec le peuple haïtien, de sa capacité à faire preuve de compassion tout en préservant sa capacité à faire le bien dans de nombreux autres endroits dans le monde.

« Je ne vous cache pas que cette nouvelle approche comporte des risques et des difficultés », a-t-il dit. « Sans votre volonté politique et votre soutien financier, nous n'avons que des bonnes intentions et des bonnes paroles. Les mots sont puissants, c'est vrai. Les mots sont nécessaires, c'est également vrai. Mais les mots ne peuvent remplacer ni l'action ni l'aide concrète ».

« Tant de personnes ont profondément souffert. Avec l'appui des Etats membres, l'ONU peut mesurer la gravité de ces souffrances et y remédier », a-t-il ajouté. « Faisons preuve de solidarité. Soyons à la hauteur de notre devoir moral et faisons le nécessaire pour aider le peuple haïtien et notre Organisation ».



## VIH : hausse de 60% des infections attendue chez les adolescents d'ici à 2030 si les progrès faiblissent, selon l'UNICEF



Des jeunes jouent à un jeu de connaissances sur le VIH dans le cadre d'un événement soutenu par l'UNICEF Chine. Photo UNICEF/Xia Yong

**1 décembre** - En cette Journée mondiale de lutte contre le sida, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a prévenu jeudi que le nombre des nouvelles infections par le VIH chez les adolescents devrait passer de 250.000 en 2015 à environ 400.000 par an d'ici à 2030 si les progrès pour atteindre ce groupe d'âge faiblissent.

« Si d'immenses progrès ont été accomplis à l'échelle mondiale dans le cadre de la lutte contre le sida, le combat est loin d'être terminé, en particulier en ce qui concerne les enfants et les adolescents », a déclaré le Directeur général de l'UNICEF, Anthony Lake. « Toutes les deux minutes, un nouvel adolescent, le plus souvent une jeune fille, est infecté par le VIH. Si nous voulons en finir avec le sida, nous devons redonner à cette bataille toute l'urgence qu'elle mérite et redoubler nos efforts pour venir en aide à chaque enfant et adolescent ».

Le sida reste l'une des premières causes de mortalité chez les adolescents. En effet, selon le 7e bilan de situation sur les enfants et le sida intitulé 'Pour chaque enfant : mettre fin au sida', 41.000 adolescents âgés de 10 à 19 ans sont morts du sida en 2015.

Le rapport de l'UNICEF propose des stratégies pour accélérer les progrès en matière de prévention et de traitement du VIH chez les adolescents.

Ces stratégies consistent notamment à investir dans l'innovation, y compris dans les solutions développées à l'échelle locale ; à améliorer la collecte de données ; à mettre fin à la discrimination fondée sur le sexe, et en particulier, aux violences à l'égard des femmes, et à combattre la stigmatisation ; et à faire de la lutte contre la vulnérabilité des adolescents une priorité en déployant des efforts de prévention sur plusieurs fronts, notamment en matière de prophylaxie avant exposition, de transferts d'espèces et d'éducation sexuelle complète.

En 2015, on estimait à environ 2 millions le nombre d'adolescents âgés de 10 à 19 ans vivant avec le VIH dans le monde. Par ailleurs, en Afrique subsaharienne, région la plus touchée par la pandémie, les trois quarts des nouvelles infections chez les 15-19 ans concernaient des filles.

Enfin, malgré les progrès réalisés pour prévenir les nouvelles infections et réduire le nombre de décès imputables à la maladie, l'UNICEF constate que le financement de la lutte contre le sida est en baisse depuis 2014.

A l'occasion de la Journée de lutte contre le sida, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a estimé jeudi que la communauté internationale pouvait s'enorgueillir dans une certaine mesure des résultats obtenus mais qu'il fallait également regarder l'avenir avec détermination et s'attacher à atteindre l'objectif de vaincre le sida d'ici à 2030.

« Les progrès sont manifestes, mais les acquis restent fragiles », a-t-il souligné dans un message, appelant tout le monde à renouveler l'engagement « de réaliser, ensemble, la vision d'un monde sans sida ».

## Une personne sur trois souffre d'au moins une forme de malnutrition, selon la FAO



Au Tchad, la malnutrition est un obstacle majeur au développement. Photo PAM

**1 décembre** - Une personne sur trois dans le monde souffre d'au moins une forme de malnutrition, qu'il s'agisse de sous-alimentation, de surpoids ou encore d'obésité, a souligné jeudi le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), José Graziano da Silva, lors d'un colloque international à Rome, en Italie.

« L'alimentation doit être considérée comme un problème public, une responsabilité des Etats », a dit M. Graziano da Silva. « Il faut autonomiser les consommateurs afin qu'ils soient en mesure de choisir des régimes alimentaires sains et une alimentation saine » et ce, par le biais d'une protection sociale orientée vers l'alimentation, d'une éducation à l'alimentation, d'un étiquetage précis et en optimisant la publicité.

« Les gouvernements devraient encourager la diversification de l'agriculture, l'amélioration de la gestion après récolte, mais également favoriser l'accès aux marchés pour les agriculteurs familiaux disposant de faibles revenus, tout en garantissant la sécurité alimentaire », a-t-il ajouté lors de ce Colloque international pour des systèmes alimentaires durables au service d'une alimentation saine et d'une meilleure nutrition, qui est co-organisé par la FAO et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) les 1er et 2 décembre.

Le Directeur général de la FAO a également annoncé la nomination du Roi Letsie III du Lesotho en tant que nouvel Ambassadeur de la FAO pour la nutrition. Le Roi Letsie III a noté qu'il y a plusieurs années, en Afrique, « la nutrition n'était pas une priorité lors des discussions et était négligée par les projets d'investissements ».

Le monarque a déjà joué un rôle actif dans la promotion de meilleurs régimes alimentaires en tant que 'Champion de la nutrition'. Il rejoint la Reine Letizia d'Espagne, également nommée Ambassadrice spéciale de la FAO pour la nutrition.

« Avec l'encadrement de nombreux Etats membres, l'énergie de la société civile et l'esprit entrepreneurial du secteur privé, nous pouvons tous ensemble changer de manière significative les systèmes alimentaires et le milieu alimentaire en vue d'améliorer l'alimentation de tous, et ce, dans un délai relativement court », a dit pour sa part la Directrice générale de l'OMS, Dr Margaret Chan, dans un message lu par le Directeur du Département de la nutrition pour la santé et le développement de l'OMS, Francesco Branca.

Aujourd'hui, près de 800 millions de personnes souffrent de faim chronique. Mais la malnutrition ne concerne pas seulement la faim et les calories nécessaires, elle se retrouve également dans les carences en micronutriments, le surpoids et l'obésité. Une mauvaise alimentation peut entraîner de nombreux problèmes de santé, contribuer à la pauvreté et freiner la croissance économique.

Plus de deux milliards de personnes sur terre souffrent de carences en micronutriments qui affectent leur santé et on estime à environ 150 millions le nombre d'enfants âgés de moins de 5 ans qui accusent un retard de croissance, en raison d'une mauvaise alimentation. En parallèle, 1,9 milliard de personnes sont en surpoids et 600 millions d'entre elles sont considérées comme obèses.

## Les pays arabes doivent accorder la priorité aux politiques favorisant la jeunesse, selon le PNUD



Les jeunes entre 15 et 29 ans représentent 30% de la population dans le monde arabe. Photo PNUD

**1 décembre** - Les pays arabes peuvent réaliser des progrès significatifs en matière de développement et de stabilité, et garantir ces gains de manière durable, s'ils accordent la priorité aux politiques assurant le bien-être, la productivité, l'autodétermination et le sens civique des jeunes, selon un rapport du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) publié cette semaine.

« La vague de soulèvements qui a balayé la région arabe depuis 2011 nous a montré que nous ne pouvons plus traiter les jeunes de la région comme passifs ou comme une génération en attente », déclare Sophie de Caen, Directrice par intérim du Bureau régional pour les États arabes du PNUD.

« Aujourd'hui, les jeunes de la région sont plus instruits, plus connectés et plus mobiles que jamais. Les pays arabes peuvent récolter l'énorme dividende démographique que représentent les jeunes s'ils investissent dans l'amélioration des capacités et l'élargissement des possibilités qui leur sont offertes », a-t-elle ajouté

Jamais auparavant la région n'a eu une si large proportion de jeunes : ceux âgés de 15 à 29 ans représentent environ 30% de la population, soit quelque 105 millions de personnes. Dans une région où 60% de la population n'a pas encore atteint l'âge de 30 ans, le rapport prédit qu'une telle dynamique démographique sera d'une importance cruciale pour les deux prochaines décennies au moins.

### *Un contexte de développement défavorable*

Le Rapport sur le développement humain arabe 2016 note que, en termes d'indice de développement humain (IDH), tous les pays arabes ont progressé entre 1980 et 2010, principalement grâce aux gains en matière d'éducation et de santé. En comparaison, les revenus ont chuté, malgré de grandes variations entre différents pays. L'IDH mesure le bien-être humain en enregistrant les progrès dans trois domaines : durée de vie et bonne santé, éducation et information, et niveau de vie décent.

Toutefois, le rapport indique que la crise financière et économique mondiale de 2008-2009, conjuguée à l'instabilité politique depuis 2011, a eu un impact négatif sur le développement humain dans la région. La croissance annuelle moyenne de l'IDH a diminué de plus de moitié entre 2010 et 2014 par rapport à la croissance entre 2000 et 2010.

Une analyse plus approfondie des données de l'IDH montre également que les inégalités augmentent dans les pays arabes.

Le rapport signale que les conflits armés détruisent le tissu social de la région arabe, causant des pertes massives de vies humaines non seulement parmi les combattants, mais aussi parmi les civils. Les conflits font aussi reculer les gains en matière de développement économique en détruisant les ressources, le capital et la main-d'œuvre, jusque dans les pays voisins. Entre 2000-2003 et 2010-2015, le nombre de conflits armés et de crises violentes dans la région est passé de 4 à 11, et nombre d'entre eux sont de plus en plus longs.

Dans ce contexte, le rapport fait état d'énormes obstacles auxquels les jeunes du monde arabe sont confrontés dans leur développement personnel, entraînant de multiples formes d'exclusion culturelle, sociale, économique et politique.

Le fait de ne pas traduire les progrès en matière d'éducation en emplois décents pour les jeunes au rythme de la croissance démographique, réduit non seulement les avantages du dividende démographique, mais peut aussi alimenter les tensions sociales et économiques dans la région. En 2014, le taux de chômage des jeunes dans la région arabe (29,73%) représentait plus du double de la moyenne mondiale (13,99%) et, selon les estimations, la situation devrait empirer dans un proche avenir.

Le rapport souligne qu'au cours des cinq dernières années, les jeunes ont été les catalyseurs du changement dans la région. Plus de jeunes ont élevé la voix contre leur exclusion économique, sociale et politique, et les soulèvements dirigés par les jeunes ont mis en évidence la nécessité d'une réforme. Toutefois, le rapport note que la participation politique des jeunes reste limitée aux circuits informels d'engagement, malgré l'absence de barrières juridiques ou institutionnelles à la participation formelle.

A l'instar des précédentes éditions, le rapport souligne que la discrimination, profondément ancrée dans les croyances et les traditions culturelles, dans l'éducation des enfants, l'éducation, les structures religieuses, les médias et les relations familiales, continue d'empêcher les femmes d'acquérir et d'utiliser au mieux leurs capacités.

#### *Une minorité significative : de la frustration à la radicalisation*

Tous ces facteurs se combinent pour créer un sentiment global d'exclusion et un manque d'opportunités dans une grande partie de la région.

Citant une étude récente, le rapport affirme que la majorité écrasante des jeunes dans la région arabe ne souhaitent pas s'engager dans des groupes ou des activités extrémistes violents. Ils rejettent la violence et considèrent les groupes extrémistes comme des terroristes.

Cependant, le rapport note qu'une minorité de jeunes est ouverte à participer à des groupes violents qui prétendent lutter pour le changement. Et, en raison de la convergence croissante des chemins par lesquels les mécontents peuvent se radicaliser et les radicalisés devenir violents, la radicalisation violente et l'extrémisme violent augmentent dans les pays arabes.

Le PNUD appelle à un nouveau modèle de développement axé sur les jeunes, qui se concentre simultanément sur l'élargissement des capacités des jeunes et des possibilités qui leur sont offertes. Le premier exige une réforme des politiques et des services essentiels qui impactent l'éducation des jeunes, leur santé et leur aptitude à gagner leur vie.

Le deuxième s'attaque aux défis macroéconomiques les plus importants auxquels sont confrontés les jeunes lorsqu'ils essaient de participer de façon significative aux sphères politiques officielles, de faire entendre leur opinion, d'exercer leur droit à la responsabilité civile et de trouver des emplois stables et décents. Il aborde également différentes formes d'inégalités, qui peuvent empêcher les jeunes de réaliser leur plein potentiel.

## RDC : un expert de l'ONU dénonce le musellement de l'opposition par le gouvernement



En septembre 2016, des manifestants à Kinshasa, la capitale de la République démocratique du Congo. Photo: Habibou Bangre/IRIN

**1 décembre** - Le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) fait taire les critiques en violation flagrante du droit international des droits de l'homme, a dénoncé jeudi le Rapporteur spécial de l'ONU sur la liberté d'expression, David Kaye.

Le brouillage des émissions de radio et l'arrestation des journalistes visent les médias indépendants à un moment de grande tension politique, a-t-il ajouté dans un communiqué de presse.

Selon M. Kaye, « ces actes ne sont pas seulement une violation flagrante des obligations de la RDC en vertu du droit international des droits de l'homme, mais le bâillonnement des voix critiques par des arrestations, la censure et d'autres formes de contrôle gouvernemental, posent d'importants risques pour la stabilité du pays déjà gravement fragile ».

« La liberté d'expression en RDC est de plus en plus menacée par la pénalisation des critiques et de l'opposition, notamment par l'imposition de peines sévères. Le gouvernement a la responsabilité de défendre les droits des peuples à la liberté d'expression et aux médias indépendants, comme le garantit la Constitution de 2005 », a ajouté M. Kaye. « Il devrait également promouvoir et protéger ces droits pour établir un fondement pour la croissance et la stabilité ».

L'expert indépendant a mis en lumière des exemples, dont un décret du Ministre de l'information et des médias, Lambert Mende, interdisant aux médias internationaux d'opérer en RDC, à moins qu'ils ne signent un accord avec un média local ou ne fassent l'objet d'une réglementation congolaise.

Une telle règle menace les radios indépendantes, comme Okapi ou RFI (Radio France Internationale), qui diffusent leurs émissions dans le pays sans partenariat local, a noté le Rapporteur spécial des Nations Unies.

M. Kaye a également noté que, depuis le début du mois de novembre, cinq journalistes avaient été arrêtés et que le gouvernement avait bloqué les signaux de trois médias - RTBF, RFI Brazza et une station de radio locale au Katanga - les accusant d'ingérence dans les affaires internes du pays. Le gouvernement avait également demandé à Okapi d'arrêter la diffusion de deux programmes, alléguant qu'ils ont fourni une plate-forme pour des opinions anti-gouvernementales.

« Avec le gouvernement proposant des changements à la Constitution qui élargiraient les mandats de la Présidence, il est particulièrement important de favoriser un débat public ouvert », a déclaré le Rapporteur spécial. « Au contraire, je crains que le gouvernement ne tente de réduire cet espace et de limiter la participation des critiques ».

L'appel de M. Kaye a été approuvé par le Rapporteur spécial sur le droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques, Maina Kiai; et le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, Michel Forst.



## Syrie : le nombre de personnes déplacées à Alep ne cesse d'augmenter, selon l'ONU



L'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura (à droite) et son conseiller Jan Egeland. Photo ONU/Luca Solari

**1 décembre** - Le nombre de personnes déplacées à Alep, en Syrie, ne cesse d'augmenter et atteint désormais 400.000 personnes, a déclaré jeudi l'Envoyé spécial des Nations Unies pour la Syrie, Staffan de Mistura.

« Aujourd'hui à Alep, il y a 400.000 personnes déplacées », a dit M. de Mistura lors d'une conférence de presse à Genève. « Il s'agit de gens qui se sont déplacés vers l'ouest d'Alep en raison des combats et qui cherchent un lieu sûr. Ils sont davantage à être arrivés au cours des derniers jours. Ce chiffre augmente ».

L'Envoyé spécial a indiqué que l'ONU et ses partenaires étaient prêts et que leur présence augmentait pour venir en aide à ces populations ayant besoin d'assistance.

« L'ONU réclame encore une trêve afin de pouvoir atteindre les civils et les évacuer », a dit M. de Mistura, qui a une nouvelle fois demandé au Front Al-Nosra de garantir un passage sûr pour les civils.

De son côté le conseiller de M. de Mistura, Jan Egeland, a indiqué que pour l'ensemble du mois de novembre, les agences humanitaires et leurs partenaires n'avaient pu atteindre que 8% des personnes dans les zones assiégées en Syrie, alors que ce mois est crucial pour pré-positionner les fournitures avec l'approche de l'hiver.

S'agissant d'Alep, M. Egeland a précisé que l'ONU augmentait sa présence dans l'ouest de la ville.

« Ceux que nous ne sommes pas en mesure d'atteindre sont les personnes qui sont toujours assiégées dans l'est d'Alep. Nous espérons avoir le message de la Fédération de Russie et du gouvernement de Syrie autorisant une trêve dans les combats pour permettre aux gens dans l'est d'Alep de sortir. Nous ne l'avons pas eu », a-t-il dit.

Il a toutefois souligné que la Russie avait annoncé quatre couloirs humanitaires. « Nous avons au moins 400 personnes blessées ayant besoin d'une évacuation immédiate », a-t-il ajouté. « Nous avons besoin également de ces couloirs pour faire entrer des fournitures médicales et de la nourriture dans l'est d'Alep ».